

**Labyrinthe**7 | 2000
Numéro 7

La politique du patrimoine ... vingt ans après

Marc Guillaume

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/496>

DOI : 10.4000/labyrinthe.496

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2000

Pagination : 11-20

Référence électronique

Marc Guillaume, « La politique du patrimoine ... vingt ans après », *Labyrinthe* [En ligne], 7 | 2000, mis en ligne le 27 mars 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/496> ; DOI : 10.4000/labyrinthe.496

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Propriété intellectuelle

La politique du patrimoine ... vingt ans après

Marc Guillaume

La revue *Labyrinthe*, inaugurant son premier numéro par un entretien avec l'architecte muséographe Felice Fanuele, portait déjà un regard sur l'« obsession quasi religieuse du patrimoine ». Nous poursuivons ce fil en interrogeant Marc Guillaume, dont les textes touchent au plus profond du travail de la mémoire et de la conservation. *La Politique du patrimoine*, publié en 1980, représentait un des rares efforts de théorisation de cette « nouvelle forme de passion du passé »¹ dans les sociétés contemporaines. Pour Marc Guillaume, les « efforts de conservation [...] ne sont pas à l'échelle des mécanismes des sociétés industrielles vouées par nature au déracinement, à l'obsolescence et à la destruction ». Ils tirent leur légitimité — légitimité dont l'État est le bénéficiaire — de la prise en charge d'« une protestation contre une évolution économique et technique ». Or la conservation patrimoniale s'apparente à un phénomène contre-dépendant du processus de consommation, lequel repose sur la destruction consumériste. Elle possède des vertus consolatrices en créant « un espace compensatoire dans le passé ». Les « stratégies de conservation hétérologiques »², autrement dit les efforts qu'entreprennent les institutions en vue de préserver et de valoriser les

traces *matérielles et visibles* du passé, ne sont guère susceptibles de s'accorder au fonctionnement symbolique des individus particuliers. De ce fait, « la politique du patrimoine n'est qu'une forme vide, bureaucratique », elle n'engendre que « des artifices de sociabilité ».

Ce souci des liens qui fondent la sociabilité, mais aussi l'attention portée à notre héritage historique et artistique et à ce que nous pourrions léguer aux générations futures constituent sans doute les thèmes majeurs de cet entretien, dont l'objet initial était d'interroger l'auteur, vingt ans après, sur les analyses formulées dans *La Politique du patrimoine*.



Marc Guillaume

- 1 *Labyrinthe* — Vingt ans après, quels sont les principales inflexions que vous souhaiteriez apporter à *La Politique du patrimoine* ?
- 2 *Marc Guillaume* — Il me semble, pour commencer, que deux idées mériteraient d'être développées de façon nouvelle. La première, c'est qu'en vingt ans, le phénomène d'accueil et d'archivage *non sélectif* s'est accru, les possibilités d'archivage étant devenues à la fois culturellement et techniquement plus accessibles. Ce qui pose le problème de la *filtration sociale*, comme le soulignait vigoureusement Pierre Schaeffer. Si tout peut devenir objet de mémoire, si les médiations lentes, *bourgeoises* pourrait-on dire, ne jouent plus, comment alors distinguer les phénomènes qui constituent de véritables ruptures intellectuelle et culturelle ? Cette idée bien que banale me paraît très juste.
- 3 J'évoquais déjà, il y a vingt ans, cette idée que l'excès du patrimoine, *menacé d'obésité*, était un des grands dangers. Ce qui veut dire que le présent traite de tout *sur le mode du futur-passé*. Tout est conservé, archivé, sans être hiérarchisé. Auparavant, pour faire une œuvre artistique déjà pré-patrimonialisée s'interposaient des filtres et des barrages socio-culturels. Au XVIII^e par exemple, n'importe qui ne pouvait réaliser une exposition de peinture. Aujourd'hui l'heure est à la prolifération, prolifération que l'on livrera aux générations futures, qui s'en débrouilleront. Autrement dit, cela va complètement

changer la construction du passé. Lorsque nous construisons notre XIX^e, nous prenons dans ce qui a été conservé, nous sélectionnons, bricolons notre passé, à partir d'un corpus limité. Nous procédons à des récupérations, avec retard parfois si l'on songe au musée d'Orsay. Autrement dit le XX^e se bâtit un XIX^e, à partir de la lecture déjà faite au XIX^e.

- 4 Le XXI^e siècle va avoir à affronter un corpus du XX^e si large, qu'il pourra nous faire un *passé dans le dos*. Je n'avais pas perçu nettement que nous étions en train d'évoluer vers une perte de la maîtrise de notre futur passé. Comment le XXI^e siècle se représentera la fin du XX^e siècle ? Personne n'en sait rien. Nos descendants pourront techniquement — et parce que nous n'avons pas effectué le premier barrage socio-culturel — faire de notre présent un passé très inattendu. Une deuxième idée est liée à la première : la politique du patrimoine est largement fondée sur l'auteur, l'extrême légitimité de l'auteur, celui qui a été choisi en son temps et dont on a conservé l'œuvre aujourd'hui. Si vous visitez le laboratoire du Louvre, vous constaterez ce souci de l'originalité de l'auteur poussé à son paroxysme. On ira chercher les pigments mêmes qu'utilisait Botticelli. Autrement dit, Botticelli contre tous ses contemporains... Paradoxe d'une société où l'on s'efforce de se débarrasser de l'auteur. L'important est de garder une œuvre, *pour la faire circuler*. Sortant de ce laboratoire on se dit que les conservateurs du Louvre travaillent aujourd'hui avec les moyens les plus modernes à entretenir un rapport au génie — ou à l'homme exceptionnel — qui n'a plus aucun sens à notre époque.
- 5 Le hiatus se creuse donc entre un rapport au passé organisé autour de quelques figures et qui s'évertue, grâce à des techniques d'avant-garde, à conserver *l'authentique*, et de l'autre côté un rapport contemporain à l'auteur qui en nie la centralité. L'essentiel est aujourd'hui qu'une chanson, si elle est belle, soit gratuite et accessible pour tout le monde. On essaie de tuer l'auteur comme obstacle au business. Une collision — virtuelle, puisqu'elle se déroule dans des espaces différents — se produit entre ces deux rapports à l'auteur. Le mouvement en faveur du patrimoine aura-t-il cette force-là, de procéder à un double tri, celui des œuvres comme celui des auteurs ? Va-t-on nous faire encore des héros dans le dos ?
- 6 L. — Vous pensez donc que nous ne savons plus hiérarchiser les traces que nous laisserons à notre futur ?
- 7 M. G. — C'est tout à fait cela. Refusant de détruire³, nous ne parvenons pas non plus à construire nos traces. Un des symptômes en est que nous n'édifions quasiment plus de monuments. Les générations précédentes monumentalisaient beaucoup. Nous avons beaucoup d'archives, non triées..., et très peu de monuments. Un récent *Entretien du patrimoine*⁴ portait sur ce thème de « l'abus monumental » : une antiphrase, c'était de l'insuffisance monumentale qu'il était question.
- 8 C'est une difficulté, que je n'ai pas su voir. Et c'est ce que j'appelle *la tendance post-moderne du patrimoine*. Mais cela n'a guère d'importance, bientôt nous serons morts...
- 9 L. — Une des évolutions marquantes, selon vous, tiendrait à cette incapacité à maîtriser notre futur passé ?
- 10 M. G. — Oui, et pour aller plus loin, finalement la tendance socio-culturelle — démocratique si je puis dire — à ne pas hiérarchiser nos traces rencontre la potentialité technique de conserver toujours plus. Pour prendre un exemple, pourquoi ne pas imaginer que les contenus éditoriaux sur les réseaux seront analysés grâce à d'habiles moteurs de recherche et que l'on découvre que tel ou tel courant de pensée est né que nous n'avons pas détecté nous-mêmes ? Autrefois certains corpus importants étaient

également conservés. Valéry a gardé ainsi son immense journal. Mais c'était une exception. Il est probable que de nombreux auteurs ont été victimes de ces filtrations.

- 11 L. — Pensez-vous que les historiens du futur risquent de *reconstruire* notre présent de manière réellement inattendue ?
- 12 M. G. — Quelles que soient la rigueur et la déontologie des historiens, et peut-être même à cause de cela, que pourront-ils élaborer à partir d'un matériau considérablement multiplié ? Les moyens quantitatifs mis à leur disposition ne permettront plus de maîtriser ces contenus.
- 13 Je vois *l'historien comme un mineur*. Plus on accroît les dimensions de la mine, plus on augmente la possibilité de construire des édifices différents. En 2050, nos descendants auront besoin d'un passé qui leur convienne. On l'adaptera, comme on l'a toujours fait, mais on l'adaptera d'autant plus facilement que le matériau sera abondant. Bien évidemment, il y aura des historiens sérieux. Mais tel historien pourra toujours opposer à un autre : « J'ai bien vu sur Internet qu'en 1999 on parlait de cela et pas de ce que vous énoncez. » Il faudra à la communauté savante une grande force de rappel pour limiter des débats stériles et infinis.
- 14 En fait, l'affaiblissement des dispositifs de filtration sociale aboutit à un paradoxe apparent : d'un côté obésité des contenus et de l'autre appauvrissement des *surfaces d'inscription* de la mémoire. Nuançons quand même : il restera des traces sélectionnées. Par exemple, la toponymie des rues résulte bien d'un processus de filtration sociale. Cela permettra de dire de telle personne qu'elle a sa rue parce que l'on voulait l'honorer, parce que c'était significatif de l'honorer. Edgar Faure a sa rue, une petite rue dans le xv^e arrondissement, un peu minable d'ailleurs... Des choses de ce genre resteront des *surfaces d'inscription du passé* privilégiées. En même temps ces systèmes de légitimation du passé vont perdre de leur crédibilité. Déjà, l'on ne s'y intéresse plus beaucoup.
- 15 L. — Pourquoi sommes-nous pris dans ce double mouvement : perte des surfaces d'inscription et démultiplication des contenus ?
- 16 M. G. — Il se produit comme un effet d'entonnoir. Les surfaces d'inscription ne peuvent occuper qu'un espace limité. Encore ces surfaces qui portent témoignage ont-elles tendance à se réduire. En revanche les contenus continuent de s'enfler. Sans doute parce que l'extension du champ de la conservation obéit à des motivations profondément démocratiques. Auparavant, on considérait que ceux qui faisaient l'histoire étaient les grands hommes : les hommes d'État, les militaires, les créateurs reconnus et légitimes. Et on leur érigeait des monuments, on posait des plaques, on commémorait beaucoup. Ils occupaient tout l'espace de la reconnaissance publique : ces surfaces d'inscription monumentales, auxquelles nous ne croyons plus.
- 17 Un certain nombre de filtrations ont disparu aujourd'hui. Désormais n'importe qui fait l'histoire. Chacun a droit à sa place dans la mémoire humaine. Tout ce qui meurt mérite légitimement de laisser un témoignage de son existence pour les générations futures. C'était l'idée des écomusées.
- 18 L. — Y a-t-il des points que vous pensez, vingt ans après, avoir surestimés ?
- 19 M. G. — J'aurais tendance à moins insister sur la porte d'entrée que constitue le *travail de deuil*. Révision que j'opère d'ailleurs dans des travaux plus récents⁵. Ce thème freudien se rattachait à mon histoire personnelle, à l'air du temps. C'est en grande partie une fausse piste.

- 20 En revanche, je mettrais davantage l'accent sur *l'effet consolatoire*. Il y a une dimension de sépulture dans le patrimoine. C'est peut-être pour cette raison que ceux qui ont un certain intérêt pour les traces du passé sont souvent des personnes âgées. La dignité qui est accordée à ceux qui sont morts, à travers les traces des plus éminents d'entre eux, évoque cette idée consolante, que vous-mêmes, votre génération, allez laisser une trace, ne disparaîtrez pas complètement (idée de continuité). Vous voyez dans votre présent l'espoir que votre génération laissera une trace aussi définitive que celle que vous conservez. En conservant votre passé vous préparez votre sépulture.
- 21 Cette idée de consolation est d'autant plus forte, cela aussi mériterait d'être dit plus nettement, que les repères du sens, de ce que l'on fait dans le présent, s'estompent. Dans une société brouillée, le patrimoine vous console en affirmant par sa présence : « quand c'est filtré, c'est clair ». Donc on espère — à mon avis faussement, en raison du premier point évoqué dans cet entretien — que dans les regards de nos enfants notre existence et notre époque trouvera un sens. *Plus une société se trouble, plus la force consolante du patrimoine s'affirme*. Ce lien-là doit être mis en évidence.
- 22 L. — Dans votre ouvrage, la politique du patrimoine était, pour l'État, le vecteur d'une idéologie de service public. Or ce à quoi on a assisté depuis les années quatre-vingt, c'est à la prise en main du patrimoine, non seulement par les collectivités territoriales, mais aussi par « la base », par des associations... une multitude d'initiatives venues du bas, hors de l'État, par exemple dans le cas du patrimoine vert. Pourriez-vous revenir sur ce point ?
- 23 M. G. — Je vous l'accorde ; beaucoup de phrases gagneraient à voir remplacer le mot État par celui d'institutions publiques, nationales, européennes et territoriales. Effectivement je n'ai pas vu la montée des particuliers, de nombreuses instances privées... mais nous étions en 1980, dans une atmosphère conceptuelle particulière.
- 24 Cela dit, dans certains textes, j'insiste sur l'articulation entre le public et le privé ; d'autre part, c'est l'État à mon sens qui invente le libéralisme, je suis très foucaldien sur ce point. L'État utilise le thème patrimonial pour apparaître protecteur, mais ne peut en aucun cas tout faire. Le patrimoine rapporte peu et coûte beaucoup. L'État va donc se concentrer sur les grands équipements nationaux : le Louvre, par exemple. Pour le reste, tout ce qui peut être décentralisé est encouragé par l'État.
- 25 En revanche, je me suis intéressé dans d'autres textes aux phénomènes de privatisation du patrimoine. Pour assurer rentabilité et financement à long terme, certaines institutions songent à mettre en vente des éléments du patrimoine. Je serais assez d'accord avec Jean-Claude Carrière, qui a, je crois, fondé une association en ce sens, pour que les réserves des musées nationaux puissent être louées aux particuliers. Ces formes d'ouverture au privé me paraissent plutôt sympathiques.
- 26 Enfin, si j'ai un peu sous-estimé le mouvement global de privatisation, cela vient peut-être du fait que je suis sollicité le plus souvent par les grandes organisations publiques.
- 27 L. — Mais réévaluer la place de l'État modifie complètement votre thèse d'une *politique* du patrimoine... Le thème de la consolation suffit-il alors à expliquer l'engouement des particuliers ?
- 28 M. G. — Attention, l'État ne pense pas sa politique. Il ne fait que réagir à des problèmes qui viennent toujours du bas. Y a-t-il d'autres facteurs que la consolation ? Bien évidemment. Joue aussi ce *mouvement de démocratisation* qui nourrit des effets de patrimonialisation

individuelle. « Je ne souhaite pas voir disparaître l'usine dans laquelle j'ai travaillé toute ma vie. » Le cimetière au musée, le musée avant le cimetière.

- 29 De manière plus générale, plus il y a accélération des destructions, plus le besoin de repères pour son *propre passé* devient important. Pour reprendre le cas du patrimoine vert, dans une société de plus en plus urbanisée, il est le lieu de création de repères, d'un idéal, d'une utopie : il répond à une demande consolatoire et compensatoire. Dans le même temps, le déclin de la ruralité se poursuit.
- 30 L. — Ce qui nous ramène à la perte des surfaces d'inscription de la mémoire : un manque d'inscription territoriale et de marquage de l'espace occupé par les collectivités. La banlieue parisienne illustrerait à l'envi ce phénomène, caractérisé par l'absence de ces signes discrets, de ces chemins et de ces traces familières qui étaient autant de moyens d'habiter un sol.
- 31 M. G. — Je suis tout à fait de votre avis. Ce phénomène s'est largement développé depuis vingt ans. De nombreux territoires vivent une double pauvreté : plus de traces symboliques, mais pas non plus de traces artificielles. La banlieue est dénuée de traces symboliques, sauf à chercher ce qui reste du vieil Évry... sous le bruit de l'autoroute.
- 32 Marguerite Duras était, paraît-il, fascinée par cette vision des banlieues à partir des échangeurs d'autoroutes. Ce côté *no man's land* est en même temps fascinant. Pour Pierre Sansot ce monde sans traces, si ouvert, constitue une esthétique en soi ⁶.
- 33 L. — La politique patrimoniale ne parvient pas à répondre au besoin individuel et collectif de présence symbolique. C'est le constat triste et pessimiste auquel conduit, à mon sens, votre livre.
- 34 M. G. — Je n'emploierai pas le terme de pessimiste. Qu'une demande soit refusée, insatisfaite ne me gêne pas. Il faut justement que cette contradiction, cette *souffrance* aille à son terme, jusqu'à produire quelque chose. Il ne faut pas s'empresse de répondre à la demande *par un artefact*, ce que l'on a si facilement tendance à faire. Il faut que les masses vivent cela.
- 35 L. — Dans ces conditions, un effort de plus en plus soutenu en faveur du patrimoine, et d'un patrimoine aux contenus toujours plus divers, ne peut jouer qu'un rôle compensatoire. Le rôle d'un artefact, qui ne susciterait que tristesse ?
- 36 M. G. — Je partage votre sentiment. Il y a quelques mois je traversais une banlieue sud où se trouvait une inscription de Dubuffet. Elle était heureuse, elle faisait repère, c'était bien, j'étais content de la découvrir. Elle donnait à ce carrefour — un lieu symbolique, un croisement de chemins — une autre ampleur. Mais parce que c'était Dubuffet, parce qu'elle était bien placée.
- 37 En revanche si l'on décide un jour de « mettre du monument » dans la banlieue, sous prétexte que l'on ne s'y repère pas..., ce sera un emplâtre, qui ne traitera pas de la question de ces espaces, qui ont perdu accès à une organisation symbolique. Je veux dire des espaces qui n'ont plus de liens — parce que le problème du patrimoine, on s'en fiche un peu, mais c'est un moyen de faire lien. Ces liens permettent de pouvoir cohabiter, de pouvoir éprouver cette rencontre ou même cette rencontre ratée. Michel de Certeau, qui m'a beaucoup influencé dans ce livre, décrit très bien ce mécanisme.
- 38 Probablement seules des réappropriations collectives et micro-collectives pourront faire réémerger une histoire de la ville. Michel Vernes parlait de l'enfer des villes sans histoire. Ces villes sont sans histoire parce qu'elles mêlent des habitants qui se rencontrent d'une

façon faussement urbaine. Il faut *que ces gens disposent d'abord une histoire, avant d'en avoir les traces*. Cela dit, des villes nouvelles ont presque une histoire vingt ans après ; pour d'autres, l'histoire ne « prend pas ».

- 39 L. — Les professionnels du patrimoine emploient précisément le terme « d'appropriation », sans toujours s'interroger ni sur sa signification réelle ni sur les moyens d'y arriver.
- 40 M. G. — Trop facilement, oui. Autre fait que je n'avais pas évoqué dans mon livre et auquel me fait songer l'idée d'appropriation : *le rôle des commerçants*. Je n'ai pas assez insisté sur le commerce, en tenant compte de l'ambivalence du mot, lieu de sociabilité, et lieu d'échange qui donne à l'espace sa saveur. Et avec le commerce se joue une histoire longue : où se rencontrait autrefois une boucherie, en général une autre boucherie se trouve là. Je ne sais pourquoi, les situationnistes l'avaient repéré. Dans ces espaces et cette longue durée du commerce, se déploient rencontres, mémoire, conversation. L'industrialisation du commerce constitue pour beaucoup de villes le pire des appauvrissements. Les centres commerciaux en sont les premiers vecteurs, mais le commerce de franchise en centre-ville a les mêmes effets.
- 41 De la même manière que l'on a découvert que les agriculteurs, outre le fait de travailler la terre, conservaient le paysage et une forme de culture, le commerçant *dans la ville*, en même temps qu'il vend des objets, est un conservateur de la culture urbaine.

BIBLIOGRAPHIE

La Politique du patrimoine, éd. Galilée, 1980.

L'Impératif culturel : rapport du groupe de travail long terme culture, Ministère du Plan et de l'Aménagement, Marc Guillaume (rapporteur), La Documentation française, 1983.

« Inventions et stratégies du patrimoine », dans *Patrimoines en folie*, dir. H.-P. Jeudy, éd. de la MSH, cahier n° 5 de la collection « Ethnologie de la France », 1990.

Pouvoirs du papier, *Les Cahiers de médiologie*, n° 4, 2^e semestre 1997, dirigé par Pierre-Marc de Biasi et Marc Guillaume. Voir en particulier « Le papier, fragile support de l'essentiel » ; « Le luxe de la lenteur » ; « Le papier ou moi, vous savez... » entretien avec J. Derrida (auteur entre autres de *Mal d'archive*, 1995).

Nombreuses contributions dans des colloques ou des ouvrages collectifs, notamment lors des *Rendez-vous de l'architecture* ou des *Entretiens du patrimoine*.

Dernier ouvrage paru : *L'Empire des réseaux*, éd. Descartes et C^{ie}, 1999.

ANNEXES

Entretien réalisé par Karim Mosbah, étudiant en 3^e cycle d'Histoire et Gestion du Patrimoine culturel.

NOTES

1. *La Politique du patrimoine*, p. 11 et *sqq.* pour les citations suivantes.
 2. Marc Guillaume emprunte à Michel de Certeau, avec qui il a collaboré, sa grille d'analyse, qui oppose une forme de conservation *hétérologique* (qui sépare, met à distance un savoir sur l'Autre, c'est la « beauté du mort »...) et la conservation *symbolique* des sociétés antérieures, pour qui l'essentiel réside de toute façon dans l'invisible, l'immatériel. Cette distinction recoupe, schématiquement, l'opposition entre la logique des organisations (hétérologiques) et le fonctionnement *symbolique* des individus, opposition mise en lumière par Pierre Sansot et Kryzstof Pomian (« Entre l'invisible et le visible », *Libre*, n° 3, 1978).
 3. Le travail de conservation-destruction (car conservation signifie sélection et choix de tout ce qui est à détruire) est confié à des experts du patrimoine, en raison « du refus moderne d'assumer la destruction ; détruire est un geste dont la réalisation et la signification ne sont pas socialement supportables sans médiation » (*La Politique du patrimoine*).
 4. *L'Abus monumental*, sous la présidence de Régis Debray, Actes des Entretiens du patrimoine, novembre 1998, Paris, Fayard, 1999.
 5. Dans son article de 1990, « Invention et stratégies du patrimoine », qui prolonge l'analyse critique développée dans *La Politique du patrimoine*, Marc Guillaume souligne les limites de l'approche patrimoniale comme « travail de deuil », car le deuil n'a de portée réelle que pour une communauté.
 6. Pierre Sansot, *Les Formes sensibles de la vie sociale*, PUF, 1986.
-

AUTEUR

MARC GUILLAUME

Économiste hétérodoxe, Marc Guillaume est l'auteur avec Jacques Attali de *l'Anti-économique* publié en 1972. Fondateur de l'IRIS (Institut de recherche et d'information socio-économique) et de la maison d'édition Descartes et C^{ie}, il s'est intéressé à des domaines variés, dirigeant notamment des ouvrages de synthèse sur les sciences sociales (*L'État des sciences sociales en France*, 1986) et menant actuellement une réflexion sur les enjeux des nouvelles technologies de la communication et de l'information. Son dernier ouvrage paru est *L'Empire des réseaux*, 1999.